DEP	INSEE	ANNEE	N°
60	500	2026	09

COMMUNE

LE PLESSIS BELLEVILLE
8, Place de l'Eglise
60330 LE PLESSIS BELLEVILLE

EXTRAIT DU REGISTRE

DES DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 17 Janvier 2026

Nombre de membres
En exercice : 21
Présents : 13
Votants : 20

Le 17 Janvier 2026 à 9 h 30
le Conseil Municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de M. SMAGUINE Dominique.

Date de convocation :
09.01.2026
Date d'affichage :
09.01.2026

PRESENTS : SMAGUINE Dominique, DUVILLIER Benoît Dominique, ADOUENI Léon, TRABELSI Daniel, MARTIN Philippe, BOUHOURS LOUEDEC Klervi, ALEXANDRE Valérie, ZITO Josette, LHOMME Louisette, ESPOSITO Laetitia, TONIAL Sylvie, POUSSON Fanny, LUKUNGA Joseph.

ABSENTS EXCUSES :

Madame THIMOTHE Ketty qui a donné pouvoir à Monsieur ADOUENI Léon
Madame SAUVAT Sandrine qui a donné pouvoir à Monsieur SMAGUINE Dominique
Monsieur GOMIS Pierre qui a donné pouvoir à Madame BOUHOURS LOUEDEC
Madame MASSAU Fatima qui a donné pouvoir à Madame TONIAL Sylvie
Madame WILLET Catherine qui a donné pouvoir à Madame POUSSON Fanny
Monsieur ROBERT Bruno qui a donné pouvoir à Madame ESPOSITO Laetitia
Madame BOULE Annie qui a donné pouvoir à Monsieur TRABELSI Daniel
Monsieur BOSCHARD Frédéric

Secrétaire de séance : *Monsieur DUVILLIER Benoît Dominique*
Date de convocation : 9 Janvier 2026
Date d'affichage : 9 Janvier 2026

Secrétaire de Séance : Monsieur Benoit-Dominique DUVILLIER

OBJET : Autorisation de signature de 3 avenants de prolongation de Conventions CAF
Sur proposition de Monsieur le Maire,
A la demande de la CAF de l'Oise,
A l'unanimité, le Conseil Municipal autorise Monsieur le Maire à signer les 3 avenants de prolongation annexés :

- « Accueil de Loisirs sans Hébergement (ALSH)/Accueil Adolescent »
- « Accueil de Loisirs sans Hébergement (ALSH)/ Périscolaire »
- « Accueil de Loisirs sans hébergement (ALSH)/Extrascolaire »

Fait à Le Plessis Belleville, le 17 Janvier 2026
Pour extrait certifié conforme,
Le Maire

MAIRIE DU PLESSIS BELLEVILLE 60 (Oise)

SMAGUINE Dominique

Accusé de réception en préfecture
060-216004945-20260128-09-2026-DE
Date de réception préfecture : 28/01/2026
Accusé de réception en préfecture
~~060-216004945-20260205-09-2026-DE~~
Date de réception préfecture : 05/02/2026

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT

Avenant sur convention bipartite

ALLOCATIONS FAMILIALES
Caf de l'Oise

AVENANT de PROLONGATION
Prestation de service
«Accueil de loisirs sans hébergement (Alsh) / Extrascolaire»

Année : 2026
Gestionnaire : MAIRIE DU PLESSIS BELLEVILLE
Structure : Extrascolaire du Plessis Belleville

Accusé de réception en préfecture
060-216004945-20260205-09-2026-DE
Date de réception préfecture : 05/02/2026

Les conditions ci-dessous de la subvention dite prestation de service « Accueil de loisirs sans hébergement (ALSH) « Extrascolaire» constituent le présent avenant.

Entre :

La Mairie du Plessis Belleville, représentée par Monsieur Dominique SMAGUINE, Le Maire, dont le siège est situé 8 place de l'Eglise– 60330 LE PLESSIS BELLEVILLE

Ci-après désigné « le gestionnaire ».

Et :

La Caisse d'allocations familiales de l'Oise, représentée par Monsieur Sébastien BARRÉ, Le Directeur, dont le siège est situé 2 Rue Jules Ferry – CS 90729 – 60012 BEAUVAIS CEDEX.

Ci-après désignée « la Caf ».

[IL61]

Article 9 – La durée de la convention

A la suite de la prolongation de la durée de la Convention Territoriale Globale d'un an, le présent avenant a pour objet de prolonger la convention initiale, du 01/01/2026 au 31/12/2026.

Article 10 – Incidences de l'avenant sur la convention

Toutes les clauses de la convention initiale et de son(ses) avenant(s), et leurs annexes, restent inchangées et demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux stipulations contenues dans le présent avenant. Ces stipulations prévalent en cas de différence.

Il est établi un original du présent avenant pour chacun des signataires.

Fait à Beauvais, le 02/12/2025 en 2 exemplaires

La Caf de l'Oise

P/

Sébastien BARRÉ
Le Directeur

Mme Nora OURRAD

Sous-Directrice chargée de l'Action Sociale

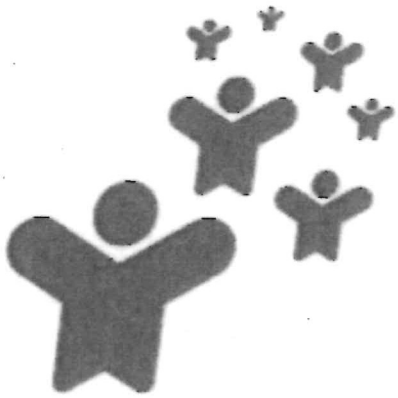
La Mairie du Plessis Belleville

MAIRIE DU PLESSIS BELLEVILLE 60 (Oise)

Dominique SMAGUINE
Le Maire

Accusé de réception en préfecture
060-216004945-20260205-09-2026-DE
Date de réception préfecture : 05/02/2026

Charte
de la laïcité
de la branche Famille
avec ses partenaires



PRÉAMBULE

La branche Famille et ses partenaires, considérant que l'ignorance de l'autre, les injustices sociales et économiques et le non-respect de la dignité de la personne sont les causes des tensions et replis identitaires, s'engagent par la présente charte à respecter les principes de la laïcité tels qu'ils résultent de l'histoire et des lois de la République.

Au lendemain des guerres de religion, à la suite des Lumières et de la Révolution française avec l'édit de tolérance de la fin du XVIIe siècle, avec la loi du 9 décembre 1905 de « Séparation des Églises et de l'État », la laïcité garantit tout d'abord la liberté de conscience, donc les pratiques et manifestations cultuelles sont encadrées par l'ordre public. Elle vise à concilier liberté, égalité et fraternité en vue de la concorde entre les citoyens. Elle participe du principe d'universalité qui fonde aussi la Sécurité sociale et s'accorde avec le préambule de 1946, valeur constitutionnelle. L'article 1er de la Constitution du 4 octobre 1958 dispose d'ailleurs que « La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances ».

L'idéal de paix civile qu'elle poursuit ne sera réalisé qu'à la condition de s'accompagner de ressources, financières et matérielles, tant pour les familles, qu'entre les générations, ou dans les institutions. À cet égard, la branche Famille et ses partenaires s'engagent à se doter des moyens nécessaires à une mise en œuvre bien comprise et bienveillante de la laïcité. Cela se fera avec et pour les familles et les personnes vivant sur le sol de la République quelles que soient leur origine, leur nationalité, leur croyance.

Depuis soixante-dix ans, la Sécurité Sociale incarne aussi ces valeurs d'universalité, de solidarité et d'égalité. La branche Famille et ses partenaires donnent par la présente charte à réaffirmer le principe de laïcité en définissant clairement ses pratiques et leurs limites, et vise à promouvoir une laïcité bien comprise et non stigmatisante. Désireux avec des outils clairs s'adressant aux partenaires, mais tout autant accessibles qu'aux usagers de la branche Famille.

ARTICLE 1
LA LAÏCITÉ EST UNE RÉFÉRENCE COMMUNE

ARTICLE 2
LA LAÏCITÉ EST LE SOCLE DE LA CITOYENNETÉ

ARTICLE 3
LA LAÏCITÉ EST GARANTE DE LA LIBERTÉ DE CONSCIENCE

ARTICLE 4
LA LAÏCITÉ CONTRIBUE À LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE ET À L'ÉGALITÉ D'ACCÈS AUX DROITS

ARTICLE 5
LA LAÏCITÉ GARANTIT LE LIBRE ARBITRE ET PROTÈGE DU PROSÉLYTISME

ARTICLE 6
LA BRANCHE FAMILLE RESPECTE L'OBLIGATION DE NEUTRALITÉ DES SERVICES PUBLICS

ARTICLE 7
LES PARTENAIRES DE LA BRANCHE FAMILLE SONT ACTEURS DE LA LAÏCITÉ

ARTICLE 8
AGIR POUR UNE LAÏCITÉ BIEN ATTENTIONNÉE

ARTICLE 9
AGIR POUR UNE LAÏCITÉ BIEN PARTAGÉE

Accusé de réception en préfecture
060-216004945-20260205-09-2026-DE
Date de réception préfecture : 05/02/2026

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT

Avenant sur convention bipartite

ALLOCATIONS FAMILIALES
Caf de l'Oise

AVENANT de PROLONGATION
Prestation de service
«Accueil de loisirs sans hébergement (Alsh) / Accueil Adolescents»

Année : 2026
Gestionnaire : MAIRIE DU PLESSIS BELLEVILLE
Structure : ADOS du Plessis Belleville

Accusé de réception en préfecture
060-216004945-20260205-09-2026-DE
Date de réception préfecture : 05/02/2026

Les conditions ci-dessous de la subvention dite prestation de service « Accueil de loisirs sans hébergement (ALSH) « Accueil Adolescents» constituent le présent avenant.

Entre :

La Mairie du Plessis Belleville, représentée par Monsieur Dominique SMAGUINE, Le Maire, dont le siège est situé 8 place de l'Eglise– 60330 LE PLESSIS BELLEVILLE

Ci-après désigné « le gestionnaire ».

Et :

La Caisse d'allocations familiales de l'Oise, représentée par Monsieur Sébastien BARRÉ, Le Directeur, dont le siège est situé 2 Rue Jules Ferry – CS 90729 – 60012 BEAUVAIS CEDEX

Ci-après désignée « la Caf ».

[IL61]

Article 9 – La durée de la convention

A la suite de la prolongation de la durée de la Convention Territoriale Globale d'un an, le présent avenant a pour objet de prolonger la convention initiale, du 01/01/2026 au 31/12/2026.

Article 10 – Incidences de l'avenant sur la convention

Toutes les clauses de la convention initiale et de son(ses) avenant(s), et leurs annexes, restent inchangées et demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux stipulations contenues dans le présent avenant. Ces stipulations prévalent en cas de différence.

Il est établi un original du présent avenant pour chacun des signataires.

Fait à Beauvais, le 02/12/2025 en 2 exemplaires

La Caf de l'Oise

P/

Sébastien BARRÉ
Le Directeur

La Mairie du Plessis Belleville

MAIRIE du PLESSIS BELLEVILLE 60 (Oise)

Dominique SMAGUINE
Le Maire

Mme Nora OURRAD

Sous-Directrice chargée de l'Action Soc

Accusé de réception en préfecture
060-216004945-20260205-09-2026-DE
Date de réception préfecture : 05/02/2026

Charte
de la laïcité
de la branche Famille
avec ses partenaires

PRÉAMBULE

La branche Famille et ses partenaires, convaincus que l'ignorance de l'autre, les injustices sociales et économiques et le non-respect de la dignité de la personne sont la cause des tensions et rejets constatés, s'engagent par la présente charte à respecter les principes et valeurs de la laïcité issus de l'histoire et des lois de la République.

Au lendemain des guerres de religion, à la suite des Lumières et de la Révolution française avec ses lois sociales du fin du XIXe siècle, avec la loi du 9 décembre 1905 de « Séparation des Églises et de l'État », la laïcité garantit aux citoyens d'abord la liberté de conscience. Dans ses justes et nécessaires évolutions sociales sont encadrées par l'ordre public. Elle vise à concilier liberté, égalité et fraternité en vue de la concorde entre les citoyens. Elle participe du principe d'universalité qui fonde aussi la Sécurité sociale et auquel, avec le préambule de 1946, adhère constitutionnelle. L'article 1er de la Constitution du 4 octobre 1958 dispose d'ailleurs que « La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances ».

L'idéal de paix civile qu'elle poursuit ne sera réalisé qu'à la condition de s'en donner les ressources humaines, juridiques et financières, tant pour les familles, qu'envers les générations, ou dans les institutions. À cet égard, la branche Famille et ses partenaires s'engagent à se doter des moyens nécessaires à une mise en œuvre bien comprise et bienveillante de la laïcité. Cela se fera avec et pour les familles et les personnes vivant sur le sol de la République, quelles que soient leur origine, leur nationalité, leur croyance.

Depuis soixante-dix ans, la Sécurité Sociale inscrit aussi ses valeurs d'universalité, de solidarité et d'égalité. La branche Famille et ses partenaires fondent par la présente charte à réaffirmer le principe de laïcité en définissant ensemble les pratiques de service, en vue de promouvoir une laïcité bien comprise et non abandonnée. Élaborée avec soin, cette charte s'adresse aux partenaires mais aussi naturellement à l'ensemble des salariés de la branche Famille.

ARTICLE 1
LA LAÏCITÉ EST UNE RÉFÉRENCE COMMUNE

ARTICLE 2
LA LAÏCITÉ EST LE SOCLE DE LA CITOYENNETÉ

ARTICLE 3
LA LAÏCITÉ EST GARANTE DE LA LIBERTÉ DE CONSCIENCE

ARTICLE 4
LA LAÏCITÉ CONTRIBUE À LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE ET À L'ÉGALITÉ D'ACCÈS AUX DROITS

ARTICLE 5
LA LAÏCITÉ GARANTIT LE LIBRE ARBITRE ET PROTÈGE DU PROSÉLYTISME

ARTICLE 6
LA BRANCHE FAMILLE RESPECTE L'OBLIGATION DE NEUTRALITÉ DES SERVICES PUBLICS

ARTICLE 7
LES PARTENAIRES DE LA BRANCHE FAMILLE SONT ACTEURS DE LA LAÏCITÉ

AGIR POUR UNE LAÏCITÉ BIEN ATTENTIONNÉE

AGIR POUR UNE LAÏCITÉ BIEN PARTAGÉE

Accusé de réception en préfecture
060-216004945-20260205-09-2026-DE
Date de réception préfecture : 05/02/2026

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT

Avenant sur convention bipartite

ALLOCATIONS FAMILIALES
Caf de l'Oise

AVENANT de PROLONGATION
Prestation de service
«Accueil de loisirs sans hébergement (Alsh) / Périscolaire»

Année : 2026
Gestionnaire : MAIRIE DU PLESSIS BELLEVILLE
Structure : Périscolaire du Plessis Belleville

Accusé de réception en préfecture
060-216004945-20260205-09-2026-DE
Date de réception préfecture : 05/02/2026

Les conditions ci-dessous de la subvention dite prestation de service « Accueil de loisirs sans hébergement (ALSH) « Périscolaire» constituent le présent avenant.

Entre :

La Mairie du Plessis Belleville, représentée par Monsieur Dominique SMAGUINE, Le Maire, dont le siège est situé 8 place de l'Eglise– 60330 LE PLESSIS BELLEVILLE

Ci-après désigné « le gestionnaire ».

Et :

La Caisse d'allocations familiales de l'Oise, représentée par Monsieur Sébastien BARRÉ, Le Directeur, dont le siège est situé 2 Rue Jules Ferry – CS 90729 – 60012 BEAUVAIS CEDEX.

Ci-après désignée « la Caf ».

[IL61]

Article 9 – La durée de la convention

A la suite de la prolongation de la durée de la Convention Territoriale Globale d'un an, le présent avenant a pour objet de prolonger la convention initiale, du 01/01/2026 au 31/12/2026.

Article 10 – Incidences de l'avenant sur la convention

Toutes les clauses de la convention initiale et de son(ses) avenant(s), et leurs annexes, restent inchangées et demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux stipulations contenues dans le présent avenant. Ces stipulations prévalent en cas de différence.

Il est établi un original du présent avenant pour chacun des signataires.

Fait à Beauvais, le 02/12/2025 en 2 exemplaires

La Caf de l'Oise

Sébastien BARRÉ
Le Directeur

La Mairie du Plessis Belleville

MAIRIE du PLESSIS BELLEVILLE 60 (Oise)

Dominique SMAGUINE
Le Maire

Mme Nora OURRAD

Sous-Directrice chargée de l'Action Sociale

Accusé de réception en préfecture
060-216004945-20260205-09-2026-DE
Date de réception préfecture : 05/02/2026

Charte
de la laïcité
de la branche Famille
avec ses partenaires

PRÉAMBULE

La branche Famille et ses partenaires constatent que l'ignorance de l'autre, les injustices sociales et économiques et le non-respect de la dignité de la personne sont la racine des tensions et replis identitaires. Ils s'engagent par la présente charte à respecter les principes de la laïcité tels qu'ils résultent de l'histoire et des lois de la République.

Au lendemain des guerres de religion, à la suite des Lumières et de la Révolution française avec les lois scolaires du milieu du XIXe siècle, avec la loi du 9 décembre 1905 de « Séparation des Églises et de l'État », la laïcité garantit tout d'abord la liberté de conscience. Dans ses prolongements sociétaux elle s'est construite par l'ordre public. Elle vise à concilier liberté, égalité et fraternité en vue de la concorde entre les citoyens. Elle participe du principe d'universalité qui fonde aussi la Sécurité sociale et s'accorde avec le préambule de 1946, aliéner constitue aussi. L'article 1er de la Constitution du 4 octobre 1958 dispose d'ailleurs que « La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances ».

L'idéal de paix civile qu'elle poursuit ne sera réalisé qu'à la condition de s'en donner les ressources, humaines, juridiques et financières, tant pour les familles, qu'entre les générations, ou avec les institutions. À ce titre la branche Famille et ses partenaires s'engagent à se donner des moyens nécessaires à assurer le devoir bien compris solidarité envers les plus faibles. Cela se fera avec et pour les familles et les personnes vivant sur le sol de la République quelles que soient leur origine, leur nationalité, leur croyance.

Depuis soixante-dix ans, la Sécurité Sociale incarne aussi ces valeurs d'universalité, de solidarité et d'égalité. La branche Famille et ses partenaires donnent par la présente charte à réaffirmer le principe de laïcité en garantissant attentes aux pratiques de service, en vue de promouvoir une laïcité bien comprise et non stigmatisante. Élaborée avec des usagers, cette charte s'adresse aux partenaires mais aussi naturellement aux allocataires de la branche Famille.

ARTICLE 1
LA LAÏCITÉ EST UNE RÉFÉRENCE COMMUNE

ARTICLE 2
LA LAÏCITÉ EST LE SOCLE DE LA CITOYENNETÉ

ARTICLE 3
LA LAÏCITÉ EST GARANTE DE LA LIBERTÉ DE CONSCIENCE

ARTICLE 4
LA LAÏCITÉ CONTRIBUE À LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE ET À L'ÉGALITÉ D'ACCÈS AUX DROITS

ARTICLE 5
LA LAÏCITÉ GARANTIT LE LIBRE ARBITRE ET PROTÈGE DU PROSÉLYTISME

ARTICLE 6
LA BRANCHE FAMILLE RESPECTE L'OBLIGATION DE NEUTRALITÉ DES SERVICES PUBLICS

ARTICLE 7
LES PARTENAIRES DE LA BRANCHE FAMILLE SONT ACTEURS DE LA LAÏCITÉ

AGIR POUR UNE LAÏCITÉ BIEN ATTENTIONNÉE

AGIR POUR UNE LAÏCITÉ BIEN PARTAGÉE

Accusé de réception en préfecture
060-216004945-20260205-09-2026-DE
Date de réception préfecture : 05/02/2026